

DECRET

277

N°D/2019/

/PRG/SGG

PORTANT DECLARATION DE PROJET D'INTERET NATIONAL (PIN) POUR LA PRODUCTION, L'EXPLOITATION DE LA BAUXITE, LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION D'INFRASTRUCTURES PORTUAIRES, DE CORRIDOR ET DE BASE VIE PAR LA SOCIETE CHALCO HONG KONG LIMITED ET SES FILIALES DANS LES PREFECTURES DE BOFFA, BOKE ET TELIMELE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

SUR PROPOSITION DU MINISTRE DE LA VILLE
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- VU- La Constitution ;
- VU- L'Ordonnance n°92/019/PRG/SGG du 30 Mars 1992 portant promulgation du Code Foncier et Domanial en République de Guinée ;
- VU- L'Ordonnance n°045/PRG/SGG/87 du 28 Mai 1987 portant protection et mise en valeur de l'Environnement ;
- VU- La Loi L/98/01 du 13 Juillet 1998 portant Code de l'Urbanisme de la République de Guinée ;
- VU- La Loi L/2011/006/CNT du 09 Septembre 2011 portant Code Minier de la République de Guinée telle que modifiée par la Loi L/2013//053/CNT du 08 Avril 2013 portant modification de certaines dispositions du Code Minier de 2011 ;
- VU- Les Décrets N°D/2018/105/PRG/SGG et N°D/2018/106/PRG/SGG portant octroi du Permis d'exploitation industrielle de la bauxite dans les Préfectures de Boffa, Boké et Télimélé ;
- VU- La Convention minière signée en date du 8 Juin 2018 entre la République de Guinée et la Société CHALCO HONG KONG LIMITED, la Société CHALCO GUINEA COMPAGNY SA et la Société Portuaire ;
- VU- Le Décret D/2018/067/PRG/SGG du 21 Mai 2018, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- VU- Le Décret D/2018/072/PRG/SGG du 25 Mai 2018, portant structure du Gouvernement ;
- VU- Le Décret D/2018/073/PRG/SGG du 25 Mai 2018, portant nomination des Membres du Gouvernement ;
- VU- Le Décret D/2018/172/PRG/SGG du 16 Août 2018, portant attributions et organisation du Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire.

-- DECRETE --

ARTICLE 1er/ : Est déclaré Projet d'Intérêt National (PIN), conformément aux dispositions définies à l'article L.121.14 du Code de l'Urbanisme, le projet de production, d'exploitation de la bauxite, la construction et l'exploitation d'infrastructures portuaires, d'une base vie ainsi que toutes les installations connexes nécessaires ou utiles aux activités d'extension, de transport de minerais de bauxite notamment les ateliers, les bureaux, l'installation de l'usine de traitement, qui seront réalisées par la **SOCIETE CHALCO HONG KONG LIMITED et ses Filiales** (société de réalisation des infrastructures portuaires) dans les préfectures de Boffa, Boké et Télimélé.

ARTICLE 2/: Le périmètre au sein duquel seront délimitées les emprises nécessaires à la réalisation des infrastructures << Périmètre de l'Opération >>, est délimité par des coordonnées géographiques sur la carte annexée au présent Décret qui en fait partie intégrante et précise.

Il est caractérisé par :

- le site d'exploitation minière, une mine de bauxite d'une capacité de production de 12 à 40 Mt/an, directement exportable ;
- le convoyeur, par un corridor d'une largeur d'environ 400 mètres et d'une longueur environ de 23 kilomètres reliant le site minier et la zone portuaire à Kokaya;
- le stockage du minerai, par des installations de réception de la bauxite à la mine et au port de Kokaya ;
- Des infrastructures connexes (atelier, bureaux, usine de traitement de la bauxite et les bases vie du projet) qui seront construites dans le cadre du projet ;
- La zone portuaire et industrielle couvre une superficie globale de 4,55 Km².

ARTICLE 3/: Le périmètre d'opération constitue un périmètre d'intervention foncière créée au profit de l'Etat. Il est expressément prévu que la Société **CHALCO HONG KONG LIMITED** et **ses Filiales**, disposent à l'intérieur de ce périmètre, d'un droit de préemption sur tout immeuble bâti ou non bâti faisant l'objet d'une aliénation volontaire à titre onéreux sous quelque forme que ce soit.

Ce droit sera mis en œuvre conformément aux articles L.312.1 et suivants du Code de l'Urbanisme, étant précisé que tout projet d'opération devra, avant toute réalisation, être notifié au Préfet de la localité concernée.

Obligation est faite au Service des Domaines, aux Notaires, ainsi qu'à tout officier public intervenant dans le périmètre de l'opération à quelque titre que ce soit, d'informer les parties concernées du droit de préemption de l'entité disposant d'un droit de préemption.

Toute opération conclue sans respecter cette procédure est nulle et de plein droit.

Les immeubles nécessaires à la réalisation des infrastructures ou acquis par l'Etat en application du présent article ou de toute autre manière, pourront faire l'objet de réserves foncières et ne pourront être cédés, sauf s'ils sont nécessaires à la réalisation du projet et des infrastructures y relatives.

ARTICLE 4/: - L'ouverture de nouvelles mines, des carrières ainsi que tous types de travaux compris dans le périmètre d'opération, sont interdits sauf sur autorisation des autorités compétentes.

Les autorisations relatives à l'installation des infrastructures du projet tels que le réservoir d'eau, le dépôt d'hydrocarbures, la base vie, la centrale thermique ou tous autres ouvrages ou travaux auxiliaires seront soumises préalablement à l'avis du Ministère en charge des Mines, qui soumettra à son tour à l'appréciation des Départements ministériels concernés dont entre autres les Ministères de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et des Eaux et Forêts, de l'Agriculture, de l'Energie et de l'Hydraulique et de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ;

L'autorisation sera refusée si le Département concerné considère que ces travaux, ouvrages et installations ne respectent pas les dispositions nécessaires à la réalisation du projet des infrastructures y relatives, notamment, au regard des observations des services spécialisés, s'ils font obstacle à la conduite des études et travaux visés à l'article ci-dessous du présent Décret.

ARTICLE 5/ : La durée de validité du présent Projet d'Intérêt National (PIN) est de trois (3) ans renouvelable une seule fois, et ce à compter de sa date de signature.

En vue de leur mise à la disposition exclusive de la Société de Réalisation des infrastructures et de ses contractants pour les besoins du Projet d'Intérêt National, les immeubles et droits immobiliers situés ou détenus à l'intérieur du périmètre d'opération, feront l'objet en tant que de besoin, d'une procédure conforme aux dispositions du Code Foncier et Domanial après Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

Suite à l'approbation des études techniques, environnementales et sociales requises, le tracé définitif ayant fait l'objet d'accord entre la Société de Réalisation des infrastructures et l'Etat, sera défini par un Décret de Déclaration d'Utilité Publique pris dans le cadre de la procédure visée à l'alinéa précédent.

ARTICLE 6/ : La Société de réalisation des infrastructures et ses contractants sont autorisés à accéder à tous terrains compris dans le périmètre d'opération et à les occuper afin de réaliser les études et travaux nécessaires ou utiles à la réalisation du projet et des infrastructures y relatives.

Dans tous les cas, la Société de Réalisation des infrastructures aura priorité absolue sur toute autre Société de Réalisation des infrastructures pour ce qui concerne l'accès et l'occupation des terrains situés à l'intérieur du périmètre d'opération conformément à la convention minière et aux dispositions du Code de l'Urbanisme et du Code Foncier et Domanial.

Les autorités compétentes, y compris les services déconcentrés, sont chargés de faciliter et coordonner cet accès.

A cet effet, elles veilleront à ce que, sous réserves et conditions prévues par les Lois et du présent Décret, les propriétaires de terrains et exploitants d'activités réalisées conformément aux Lois et Règlements au jour de la publication du présent Décret, prennent les dispositions nécessaires pour permettre à la Société de Réalisation des infrastructures et ses contractants de réaliser les études et travaux visés à l'alinéa premier du présent article.

ARTICLE 7/ : Sont exclus de ce Projet d'Intérêt National (PIN) :

a/- Les gisements de bauxite régis par la Convention Minière, les routes d'accès à la mine et au port qui sont régis par la convention minière en date du 08 Juin 2018 entre l'Etat et la Société **CHALCO HONG KONG LIMITED**;

b/- Les Complexes Touristiques;

c/- Les Ports de Pêche Artisanale et Touristique sur le fleuve Fatala et environs;

d/- L'Emprise de la Route Nationale Boffa-Boké.

Les nouvelles coordonnées jointes en annexe concernent les superficies compensatoires du port minier cité à l'article 2 du présent Décret et doivent faire l'objet d'immatriculation au nom de l'Etat Guinéen.

ARTICLE 8/ : Les Ministres des Mines et de la Géologie, de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, des Travaux Publics, de l'Environnement, des Eaux et Forêts, de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, de la Sécurité et de la Protection Civile, de la Pêche, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime, de l'Agriculture, de l'Energie et de l'Hydraulique, des Transports et du Tourisme, de l'Hôtellerie et de l'Artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent Décret.

ARTICLE 9/ : Le présent Décret qui abroge toutes dispositions antérieures, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 08 OCT 2019 2019



Professeur ALPHA CONDE